

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT



RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR L'UTILISATION DES RESSOURCES EN DONNS DU FAD-X

**REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X
7-8 DÉCEMBRE 2006
La Haye, Pays-Bas**

**UNITÉ DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES
PARTENARIATS**

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABP	Allocation basée sur la performance
BAD	Groupe de la Banque africaine de développement
BMD	Banques multilatérales de développement
CSD	Cadre de soutenabilité de la dette
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Fonds d'assistance technique
FMI	Fonds monétaire international
FPPC	Facilité pour les pays en situation de post-conflit
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
PMR	Pays membres régionaux
PPTE	Pays pauvres très endettés
RDC	République démocratique du Congo (Kinshasa)
RIB	Revenu intérieur brut
RMP	Revue à mi-parcours
UC	Unité de compte (1,0 UC = 1,0 DTS)

Résumé analytique

Le Fonds africain de développement (FAD) réalise des opérations financées par des dons depuis sa création en 1974, opérations dont les modalités ont été régulièrement modifiées jusqu'au cycle actuel du FAD-X. Lors de la reconstitution des ressources du FAD-IX, une approche multidimensionnelle à l'admissibilité aux dons a notamment été adoptée : celle-ci établit, d'une part, une fourchette cible négociée de 18 à 21 pour cent pour la proportion totale des dons dans l'allocation des ressources du FAD et recommande, d'autre part, d'affecter ces dons à des secteurs identifiés comme des domaines prioritaires d'intervention, tels que la lutte contre le VIH/SIDA, le redressement post-conflit, l'assistance en cas de catastrophe naturelle, l'agriculture, l'éducation et la santé.

Contrastant fortement avec le système des dons du FAD-IX, la reconstitution des ressources du FAD-X a mis en place un nouveau cadre de dons en vertu duquel le montant cumulé des dons et leur part globale dans les engagements totaux du FAD sont des variables endogènes. Par ailleurs, contrairement au FAD-IX, le cadre des dons au titre du FAD-X repose sur un seul critère fondé sur une analyse économique, à savoir le risque de surendettement du pays qui est estimé sur la base d'une méthodologie proposée dans le Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) pour les pays à faible revenu élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale. Selon ce dernier, une fois décidée l'allocation-pays au titre du FAD-X sur la base du système ABP renforcé, les modalités de financement en prêt/don sont définies en fonction du niveau de surendettement associé à chaque pays éligible aux ressources du FAD.

Dans l'ensemble, le système des dons du FAD-X constitue une innovation notable quant à la façon dont le FAD alloue les ressources concessionnelles aux PMR. Il comprend, en effet, (i) un système d'éligibilité aux dons qui porte directement sur la capacité des pays à supporter leur dette, calculé en fonction de leur risque de surendettement ; et (ii) un système d'allocation des dons qui non seulement définit les modalités d'assistance aux pays, mais détermine aussi les montants totaux qu'ils recevront.

En outre, le montant total des dons que le FAD-X est appelé à octroyer ne dépend pas seulement du nombre de PMR pouvant bénéficier de dons, mais aussi du montant total des ressources que le FAD a engagées en faveur de ces pays pendant le cycle du FAD-X. En conséquence, quand bien même l'admissibilité d'un PMR est clairement établie, son éligibilité à ces ressources et leur disponibilité d'une année à l'autre ne sont plus aussi certaines ni prévisibles. A cela s'ajoute la réallocation des créances annulées au titre de l'allègement de la dette conformément à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Ces incertitudes ont eu des effets significatifs en termes de programmation sur la taille et la composition des projets et ont nécessité quelques ajustements tels que ceux proposés pour 2006. D'autres ajustements et affinements seront peut-être nécessaires en 2007 et au-delà.

Les ressources totales disponibles pour allocation aux 40 PMR éligibles au FAD sont estimées à quelques 2,8 milliards d'UC, dont 984,7 millions d'UC pour les allocations en dons sur les ressources disponibles du FAD en 2005 et 823,8 millions d'UC pour

2006. Le Conseil d'administration du Fonds prévoit d'approuver un total de 105 projets au titre du FAD-X pour un montant de 2,22 milliards d'UC d'ici à la fin décembre 2006. Avec plus de 60,8 pour cent des ressources du FAD-X engagées à cette date, le Fonds est sur la bonne voie pour engager toutes ses ressources d'ici la fin du cycle du FAD-X en 2007. Les approbations de dons devraient s'élever à 906,8 millions d'UC et les approbations de prêts à plus de 1,31 milliards d'UC.

Le nombre de RMC éligibles aux dons exclusivement a diminué de 26, selon les estimations avancées lors des négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-X en 2004, à 20 en 2006, tandis que le nombre de pays éligibles exclusivement aux prêts du FAD est passé de 11 à 16 durant la même période. Le nombre de PMR éligibles aux financements mixtes de prêts/dons a, par contre, stagné, ne variant que marginalement de 3 en 2004 à 4 en 2006. Cette évolution s'est traduite par une réduction de la part estimée des dons dans les ressources totales disponibles du FAD-X : celle-ci est passée de 44,29 pour cent envisagés à la fin des négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-X en 2004 à 34,29 pour cent en 2005 et est aujourd'hui évaluée à 28,5 pour cent pour 2006.

Les dons continueront d'avoir un impact significatif sur la capacité et l'intégrité financières futures du FAD. Des mécanismes de compensation adéquats s'avèrent donc nécessaires. Dans le cadre du FAD-X et de l'IADM, les manques à gagner sur le principal seront compensés au fur et à mesure par un financement additionnel en sus des contributions ordinaires lors de reconstitutions futures. Les contributions des bailleurs de fonds à ce titre seront examinées lors des prochaines reconstitutions du FAD.

Enfin, la mise en œuvre du nouveau système de dons du FAD-X renforce la nécessité de promouvoir et d'accélérer le processus d'apprentissage des utilisateurs et bénéficiaires, notamment le personnel du Groupe de la Banque, les PMR, les banques de développement sous-régionales et les bailleurs de fonds qui examinent la possibilité de mettre en œuvre un cadre similaire fondé sur le CSD. Ce processus sera indispensable pour promouvoir une coopération plus étroite avec d'autres sources de financement des PMR éligibles au FAD et à l'IADM et pour éviter le problème du resquillage, à savoir l'octroi de prêts selon des modalités et des volumes qui ne sont pas compatibles avec la réalisation des objectifs de soutenabilité de la dette.

REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X
RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR L'UTILISATION DES RESSOURCES EN
DONS DU FAD-X

I. INTRODUCTION

1.1 Ce rapport répond à la demande des plénipotentiaires du Fonds africain de développement (FAD ou le Fonds) d'évaluer et de suivre de près la mise en œuvre du cadre des dons pour la revue à mi-parcours du FAD-X (RMP-FAD-X). Aussi l'accent sera-t-il mis sur les questions relatives au déploiement du nouveau système de dons. Il est important de souligner que les résultats opérationnels et les questions de politiques opérationnelles liées au nouveau Cadre de dons du FAD-X sont traités dans trois autres documents complémentaires de la RMP-FAD-X, à savoir : (i) le Rapport d'activité sur la mise en œuvre du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD), (ii) le Cadre renforcé d'allocation basée sur la performance (ABP) : nouvelles questions, défis et propositions de discussion sur les perspectives d'avenir; et (iii) la Mise en œuvre des priorités opérationnelles dans le cadre du FAD-X.

1.2 Ce rapport est organisé comme suit : après cette introduction, la section II présente une brève description du nouveau cadre d'éligibilité aux dons du FAD-X et le compare avec les systèmes de dons mis en place lors des reconstitutions précédentes, notamment les FAD-VII, FAD-VIII et FAD-IX. La section III présente un bref aperçu des principes directeurs du FAD-X en matière de financement, alors que la section IV est consacrée à l'utilisation des dons au titre du FAD-X et aux projections d'ici fin décembre 2006. Les remarques de conclusion et les perspectives d'avenir sont présentées dans la section V.

II. LE NOUVEAU CADRE D'ÉLIGIBILITÉ AUX DONS DU FAD-X

2.1 Le FAD réalise des opérations financées en dons depuis sa création en 1974. Lors des VII^e et VIII^e reconstitutions des ressources du FAD (FAD-VII et FAD-VIII), jusqu'à 7,5 pour cent des ressources du Fonds étaient gérées à travers le Fonds d'assistance technique (FAT) sous forme de dons octroyés aux pays des catégories A et B.

2.2 Lors de la reconstitution du FAD-IX, une approche multidimensionnelle en matière d'éligibilité aux dons a été mise en place. Celle-ci comprenait la classification des pays membres régionaux (PMR) selon des critères d'éligibilité thématique : (i) les PMR de la catégorie A, dont le revenu national brut (RNB) moyen par habitant est inférieur ou égal à 360 dollars ÉU, devaient recevoir entre 22,8 et 27 pour cent de leurs allocations au titre du FAD sous forme de dons ; (ii) les PMR de la catégorie A, dont le RNB moyen par habitant est supérieur à 360 dollars ÉU ainsi que les PMR de la catégorie B, devaient recevoir 7,5 pour cent de leur allocation pays en dons. Le système des dons du FAD-IX a aussi fixé une fourchette cible négociée de 18 à 21 pour cent pour la part totale des dons dans l'allocation des ressources du FAD et a recommandé d'affecter les dons aux secteurs identifiés comme des priorités opérationnelles, tels que la lutte contre le VIH/SIDA, la reconstruction de pays sortant

d'un conflit, l'assistance en cas de catastrophe naturelle, l'agriculture, l'éducation et la santé.

2.3 La reconstitution du FAD-X a défini un nouveau cadre d'éligibilité et d'allocation des dons par le Fonds. Sur le plan de l'éligibilité aux dons, contrairement au FAD-IX où la part totale des dons était négociée, puis allouée en fonction de critères multiples d'éligibilité, le FAD-X n'applique qu'un seul critère fondé sur une analyse économique : le risque de surendettement du pays.¹ Ce risque est évalué en fonction de la méthodologie proposée dans le Cadre de soutenabilité de la dette pour les pays à faible revenu élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale.² Concrètement, cela signifie qu'une fois décidée l'allocation pays au titre du FAD-X sur la base du système ABP renforcé, les modalités de financement en prêts/dons sont définies en fonction du niveau de surendettement associé au système de chaque pays éligible au FAD.³ Les notations de risque sous forme de feux de signalisation sont ensuite traduites en allocation de dons. Le risque élevé (feu rouge) correspond à 100 pour cent de dons, le risque moyen (feu orange) à une proportion de 50 pour cent de prêts et 50 pour cent de dons et le risque faible (feu vert) à zéro don.⁴

2.4 Outre un lien clair et direct avec le système ABP renforcé, la principale nouveauté du cadre des dons du FAD-X se rapporte au fait que le montant cumulé des dons du FAD-X et la part totale des dons dans l'ensemble des engagements du FAD sont des variables endogènes. Il s'agit là d'une différence notable avec le système des dons au titre du FAD-IX où la fourchette du pourcentage cible des dons était déterminée d'entrée de jeu, comme indiqué dans le paragraphe 2.2 ci-dessus.

2.5 Le nouveau système de dons du FAD-X présente trois avantages clés par rapport à l'approche du FAD-IX. D'abord, il établit un critère clair et fondé sur une analyse de l'allocation des dons. Ensuite, il favorise un processus de prise de décision plus transparent concernant les modalités de financement applicables aux pays. Enfin, il est taillé sur mesure en fonction des caractéristiques de chaque PMR, à savoir sa capacité à supporter sa dette, plutôt que selon une approche sectorielle ou axée sur les projets. Ainsi, pour les PMR classés « rouge », chaque opération du FAD est financée sous forme de dons, quel que soit le secteur. De même, toutes les opérations du FAD en faveur des PMR classés « vert », tous secteurs confondus, sont financées sous forme de prêts. Enfin, dans les PMR classés « orange », où les allocations totales FAD sont divisées entre prêts et dons, les équipes et les autorités du pays disposent d'une certaine marge de manœuvre pour décider, dans le cadre d'un dialogue approfondi en matière de politique, des modalités ou de la répartition entre crédits et dons à appliquer à une opération ou à un secteur pris isolément.

¹ Voir FAD : "Possible Implications for ADF-X Financing Terms of Adopting Revised Debt Thresholds and Placing a Cap on Grants", Réf.: ADF-X/CM.4/2004/01/Add.

² Pour de plus amples informations, veuillez vous référer à la section de la RMP-FAD-X « Rapport d'activité sur la mise en œuvre du cadre de soutenabilité de la dette ».

³ Voir le Document du Conseil. "Enhanced Performance-Based Allocation Framework for ADF-X (Revised)", Réf.: ADF/BD/WP/93/Rev.1, daté du 5 juillet 2006.

⁴ Un compte rendu détaillé du système ABP, le CSD, le classement des PMR en 2005 et 2006 et les allocations pays sont présentés dans les documents de la RMP, « Cadre ABP renforcé : nouvelles questions et défis » et « Rapport d'activité sur la mise en œuvre du cadre de soutenabilité de la dette ».

III. PRINCIPES DIRECTEURS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DU FAD-X

3.1 Les principes directeurs en matière de financement du FAD-X régissent tous les prêts et dons, opérations de prêts à l'appui des réformes, opérations d'assistance technique et autres activités du Fonds prévues pour la période 2005-2007.⁵ Dans le cadre du FAD-X, les plénipotentiaires ont convenu d'une reconstitution de 3,66 milliards d'UC (environ 5,4 milliards de dollars ÉU) couvrant la période 2005-2007, soit une augmentation de quelque 43,6 pour cent par rapport aux ressources mobilisées au titre du FAD-IX (2,55 milliards d'UC).

3.2 Le montant des ressources du FAD-X disponibles pour les allocations s'obtient après déduction des allocations destinées à des fins spéciales, telles que l'allocation pour la Facilité en faveur des pays post-conflit (FPPC), les projets régionaux et les imprévus en matière de change.⁶ Selon cette formule, les ressources totales disponibles pour allocation aux 40 PMR éligibles au FAD sont estimées à quelque 2,8 milliards d'UC. L'annexe I montre que les allocations de ressources du FAD sous forme de dons s'élèvent à 984,7 millions d'UC et 823,8 millions d'UC pour 2005 et 2006, respectivement.

Principales caractéristiques du Cadre des dons du FAD-X

3.3 Le système des dons du FAD-X constitue une innovation notable quant à la façon dont le FAD alloue les ressources concessionnelles aux PMR. Il consiste en (i) un système d'éligibilité aux dons qui porte directement sur la capacité des pays à supporter leur dette, calculé en fonction de leur risque de surendettement ; et (ii) un système d'allocation des dons qui non seulement définit les modalités d'assistance aux pays, mais détermine aussi les montants totaux qu'ils recevront. Les ressources disponibles sont allouées à hauteur de 95 pour cent aux 38 pays de la catégorie A et les 5 pour cent restants aux 2 pays de la catégorie B, conformément aux directives des plénipotentiaires au titre du FAD-X et des reconstitutions précédentes.

3.4 Le lien entre les allocations de dons du FAD-X et le système ABP renforcé s'opère à travers deux canaux : (i) l'un comprenant une décote en volume sur les allocations de dons et (ii) l'autre comprenant une réallocation des ressources libérées par la décote. Pendant les négociations sur la reconstitution du FAD-X, cette approche a été baptisée « l'approche-volume modifiée » (AVM). En influant sur le volume des allocations du FAD-X, ces deux éléments interagissent ainsi avec le système ABP.

3.5 La décote en volume fonctionne comme suit : (i) une décote de 20 pour cent est appliquée d'entrée de jeu aux allocations totales sous forme de dons aux pays FAD classés *orange* et *rouge* ; et (ii) ce pourcentage est subdivisé en une fraction de 12 pour cent liée aux commissions et une fraction de 8 pour cent liée aux incitations. Exceptionnellement, les pays sortant d'un conflit ne sont assujettis qu'à la décote de 12 pour cent sur leurs dons totaux disponibles. La décote de 12 pour cent liée aux

⁵ Voir ADF/BD/WP/2005/55, daté du 11 mai 2005.

⁶ Voir Section IV du document du Conseil, "Revised 2006 ADF-X Country Allocations" pour de plus amples informations sur les allocations spéciales, ADF/BD/IF/2006/185/Rev.1/Corr.1, daté du 10 octobre 2006.

commissions représente la valeur actuelle du manque à gagner sur les dons. La décote de 8 pour cent liée aux incitations vise à préserver l'intégrité du système d'incitations, tel qu'il est illustré dans le système ABP renforcé. Le montant total est ainsi réalloué à tous les 38 PMR éligibles au FAD exclusivement.

3.6 Les mécanismes de financement du FAD-X comportent deux éléments. Les manques à gagner sur le remboursement du principal dû au titre du FAD-X seront financés par des contributions supplémentaires des bailleurs de fonds lors de reconstitutions futures, tandis que les pertes de commissions seront financées par la décote de 20 pour cent sur les dons. La compensation future des bailleurs de fonds pour les pertes de principal constitue la principale source de risque financier pour le financement de dons du FAD-X. Il est, par conséquent, nécessaire de procéder à de véritables augmentations de ressources lors des prochaines reconstitutions du FAD.

3.7 Le volume des pertes de remboursement du fait de l'augmentation de la composante des dons dans les opérations du FAD-X est estimé à environ 1 milliard d'UC. Conjugués avec les pertes de remboursement liées au financement accru de dons au titre du FAD-IX, les manques à gagner totaux sont estimés à 1,4 milliard d'UC, comme l'illustrent le tableau ci-dessous et l'annexe 5. Cette dernière présente aussi les projections en matière de pertes de remboursement de principal pour chacune des prochaines reconstitutions du fait de l'augmentation de la composante des dons dans le FAD-IX et le FAD-X.

Pertes de remboursement en raison de l'augmentation
des dons dans le FAD-IX et le FAD-X
en millions d'UC (termes
nominaux)

	FAD-IX	FAD-X	Total
Remboursements de principal	317,9	810,0	1127,9
Remboursements d'intérêts	74,4	189,7	264,1
Total	392,3	999,7	1392,0

3.8 Les dons continueront d'avoir un impact significatif sur la capacité et l'intégrité financières futures du FAD. Il s'ensuit que des mécanismes de compensation adéquats s'avèrent nécessaires. Dans le cadre du FAD-X et de l'IADM, les pertes de remboursement du principal seront compensées au fur et à mesure par un financement additionnel, en sus des contributions ordinaires, lors des prochaines reconstitutions. Les contributions des bailleurs de fonds à ce titre seront discutées lors des prochaines reconstitutions du FAD.

3.9 La mise en oeuvre du nouveau système de dons du FAD-X depuis 2005 a renforcé la nécessité d'accélérer le processus d'apprentissage des utilisateurs et bénéficiaires, notamment le personnel du Groupe de la Banque, les PMR, les banques de développement sous-régionales et les bailleurs de fonds, qui étudient la possibilité de mettre en oeuvre un cadre similaire fondé sur le CSD. Il s'agira là d'un outil essentiel pour empêcher le « resquillage », l'octroi de prêts non concessionnels et/ou commerciaux aux PMR bénéficiant de dons du FAD et éligibles à l'IADM.

3.10 Comme indiqué plus haut, à partir des reconstitutions du FAD-VII jusqu'à celles du FAD-IX, le Fonds a accordé aux PMR éligibles au FAD des ressources en dons par le biais du Fonds d'assistance technique (FAT) pour améliorer leur capacité de gestion en vue du renforcement des capacités institutionnelles et la participation des femmes aux activités de développement. Ce mécanisme a permis de consolider l'efficacité et l'efficience opérationnelle du Fonds. Toutefois, aucune ressource n'a été initialement allouée ou affectée au FAT dans le cadre du FAD-X. En 2005, cependant, vu l'impact positif que le FAT avait exercé sur l'efficacité du développement, les Conseils ont approuvé la mise en place d'un Mécanisme d'octroi de dons pour l'assistance technique d'un montant de 80 millions d'UC au titre du FAD-X destiné à financer les activités du cycle de projet et le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays bénéficiant exclusivement de prêts du FAD et non éligibles aux ressources en dons du FAD-X.⁷

IV. L'UTILISATION DES RESSOURCES EN DONS DU FAD-X

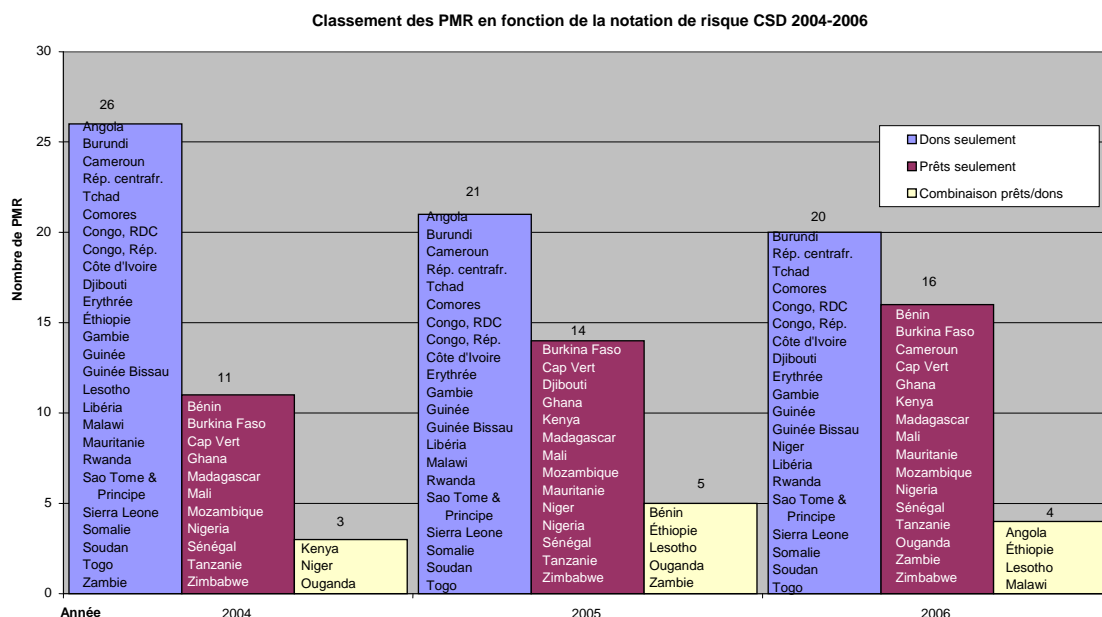
4.1 Cette section examine les résultats de la mise en œuvre du Cadre des dons du FAD-X de 2005 à 2006.⁸ Elle présente aussi une analyse sommaire de l'utilisation des dons du FAD pendant cette même période. La comparaison entre l'utilisation des dons en 2005, d'une part, et les estimations relatives aux allocations de dons et aux approbations pour 2006 à la fin décembre 2006, d'autre part, permet de dégager quelques observations générales.

4.2 La figure 1 montre que le nombre de RMC éligibles aux dons exclusivement a diminué de 26, selon les estimations faites lors des négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-X en 2004, à 20 en 2006, tandis que le nombre de pays éligibles exclusivement aux prêts FAD est passé de 11 à 16 pendant la même période. Le nombre de PMR éligibles aux financements mixtes de prêts/dons a, par contre, stagné, ne variant que marginalement de 3 en 2004 à 4 en 2006. L'effet combiné de ces évolutions s'est traduit par une réduction de la part estimée des dons dans les ressources totales disponibles du FAD-X. Suivant une tendance décroissante, cette proportion est passée de 44,29 pour cent projetés à la fin des négociations sur la reconstitution du FAD-X en 2004 à 34,29 pour cent en 2005 et est aujourd'hui estimée à 28,5 pour cent pour 2006.

⁷ Voir Document du Conseil : "Proposals for Access to ADF-X Grant Resources for Financing Technical Assistance Activities", Réf.: ADF/BD/WP/2005/133/Rev. 1.

⁸ Comme indiqué au paragraphe 1.1, les résultats opérationnels et les questions de politiques associées à la mise en œuvre de ce nouveau Cadre de dons sont examinés plus en détail dans les trois autres documents de la RMP-FAD-X soumis à discussion.

Figure 1 :



4.3 Grâce aux initiatives d'allègement de la dette PPTE et IADM, le niveau de surendettement des 20 PMR éligibles aux dons exclusivement devrait diminuer à mesure que le nombre de pays atteignant le point de décision et le point d'achèvement continue de croître durant la période du FAD-XI et au-delà. Dans ce contexte, le nouveau système de dons du FAD-X met davantage en évidence la nécessité d'une coordination étroite avec d'autres sources de financement des PMR du FAD. En particulier, les financements par d'autres créanciers, notamment les bailleurs de fonds bilatéraux et commerciaux de ces pays, doivent être accordés selon des modalités et des volumes compatibles avec la réalisation de l'objectif général de soutenabilité de la dette. En l'absence d'une telle démarche, le but premier du nouveau système de dons ne sera pas viable. Certains progrès ont été accomplis pour renforcer la coordination entre le FAD et les institutions de Bretton Woods, en particulier l'adoption du CSD comme fondement d'un cadre commun de dons. Mais cela ne suffit pas, notamment eu égard aux problèmes de resquillage évoqués dans le Rapport d'activité de la revue à mi-parcours du FAD-X sur la mise en oeuvre du CSD dans la section consacrée aux nouvelles questions.⁹

4.4 Le tableau 1 montre qu'à la fin décembre 2006, le Conseil d'administration du Fonds aura approuvé au total 105 projets au titre du FAD-X pour un montant de 10 milliards d'UC.¹⁰ Avec plus de 60,8 pour cent des ressources du FAD-X engagés à la fin décembre 2006, le Fonds est sur la bonne voie pour engager toutes ses ressources d'ici la fin du cycle du FAD-X. Les approbations de dons devraient s'élever à 906,8 millions d'UC et les approbations de prêts à plus de 1,31 milliards d'UC. En outre,

⁹ Veuillez vous référer au document "Cadre renforcé d'allocation basée sur la performance : Nouvelles questions, défis et perspectives d'avenir" pour une analyse détaillée des questions relatives à l'ABP.

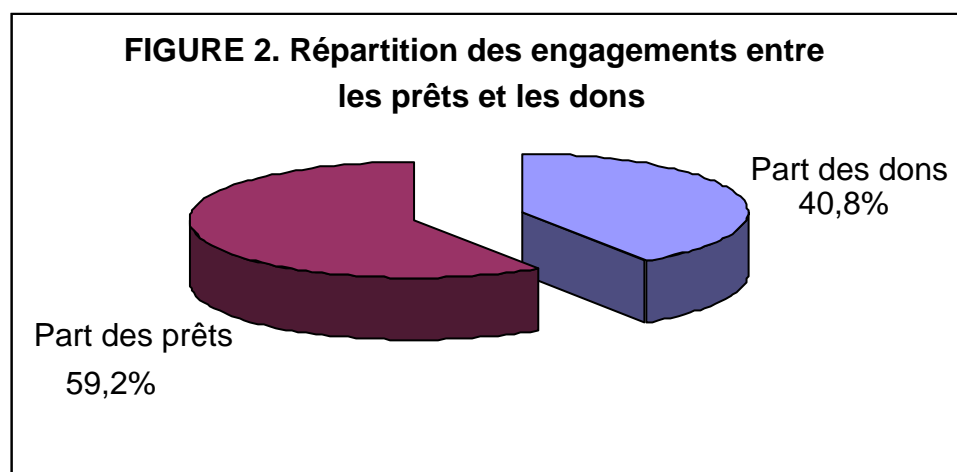
¹⁰ L'annexe II présente une liste détaillée des opérations de dons du FAD approuvées par le Conseil d'administration, ainsi que les projections à fin décembre 2006. Chaque opération est identifiée par le pays bénéficiaire, le titre descriptif, le secteur concerné, l'instrument de prêt et la combinaison de financement des ressources du Fonds.

comme l'illustre la figure 2, 59,2 pour cent des engagements sont sous forme de prêts et 40,8 pour cent sous forme de dons.

4.5 Les bénéficiaires des 60 dons autonomes du FAD de 2005 à 2006, y compris 15 opérations multinationales, figurent parmi les PMR les plus pauvres. Ces pays reçoivent environ 76 pour cent des dons alloués aux PMR présentant un risque élevé de surendettement, contre 24 pour cent alloués aux PMR présentant un risque de surendettement moyen. Avec 127,70 millions d'UC, l'Éthiopie a reçu la plus grande part des dons totaux en 2006, suivie par la RDC avec 88,95 millions d'UC et le Cameroun avec 70,60 millions d'UC. L'Ouganda s'est vu octroyer 60 millions d'UC et le Malawi 54,0 millions d'UC.

Tableau 1. Composition des approbations du FAD-X à fin décembre 2006

Type d'approbation	Nombre d'approbations	Ressources du Fonds (en millions d'UC)		Ressources totales du Fonds (en millions d'UC)
		Part des dons	Part des prêts	
Dons seulement	60,00	809,45		809,45
Prêts seulement	35,00		1047,54	1047,54
Combinaison de dons et de prêts	10,00	97,34	270,17	367,51
TOTAL APPROBATIONS	105,00	906,80	1317,70	2224,50

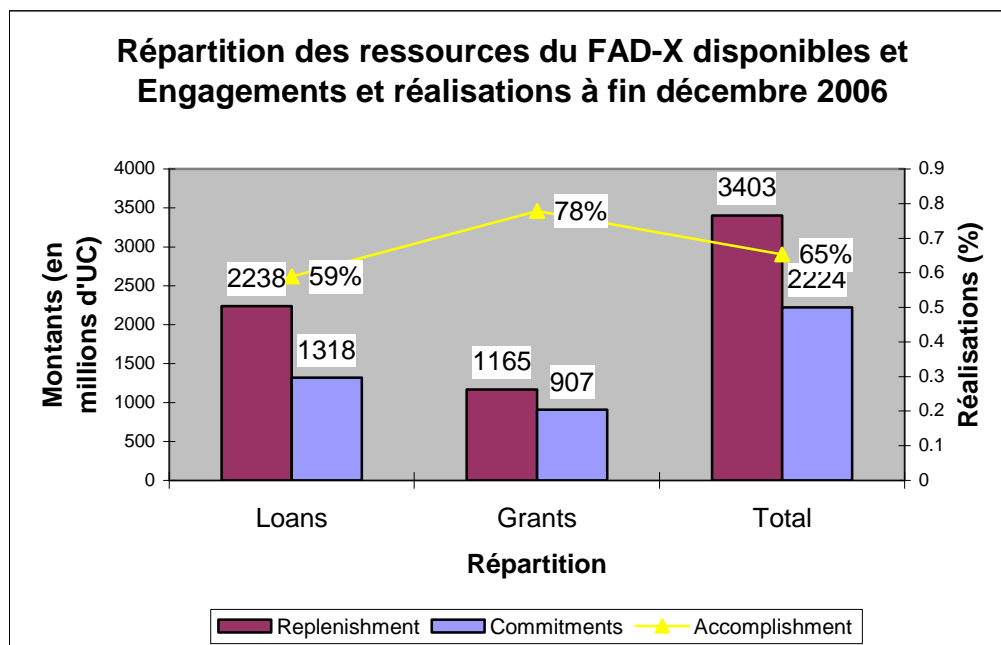


4.6 La figure 3 montre que 78 pour cent des dons disponibles totaux et 59 pour cent des prêts disponibles totaux au titre du FAD-X ont été engagés.¹¹ L'Orientation stratégique et le Programme opérationnel indicatif de la Banque pour 2007 mettent en relief l'engagement ferme de la Direction d'atteindre tous les principaux objectifs et résultats du FAD-X grâce aux réformes institutionnelles de grande portée actuellement menées, avec un accent particulier sur la mise en œuvre. Dans ce cadre,

¹¹ Une liste des engagements de la Banque au titre du FAD-X à fin décembre 2006 est présentée à l'annexe III.

le nouvel engagement du FAD est estimé à 1,23 milliards d'UC, ce qui devrait correspondre au reliquat de l'autorisation d'engagement au titre du FAD-X.¹²

Figure 3



Colonnes: Prêts Dons Total

Légende: Reconstitutions / Engagements / Réalisation

Opérations de dons par secteur

4.7 Il ressort de la répartition sectorielle des dons approuvés dans la figure 4 et le tableau 5 que, malgré la non affectation des dons du FAD-X à des priorités opérationnelles spécifiques, l'utilisation des dons est conforme aux priorités opérationnelles définies par les plénipotentiaires. Ainsi, la majorité des dons (40%) est allouée à l'infrastructure, dont les transports (22%), l'eau, l'assainissement et l'électricité (18%), le secteur social (30%), l'agriculture et le développement rural (21%) et le multisectoriel (9%).¹³

¹² Pour de plus amples informations, voir ADF/BD/WP/2006/133 du 27 octobre 2006.

¹³ L'utilisation des ressources du FAD-X dans son ensemble est examinée dans le document « La mise en œuvre des priorités opérationnelles au titre du FAD-X ».

Figure 4. Ventilation sectorielle des engagements de dons du FAD-X

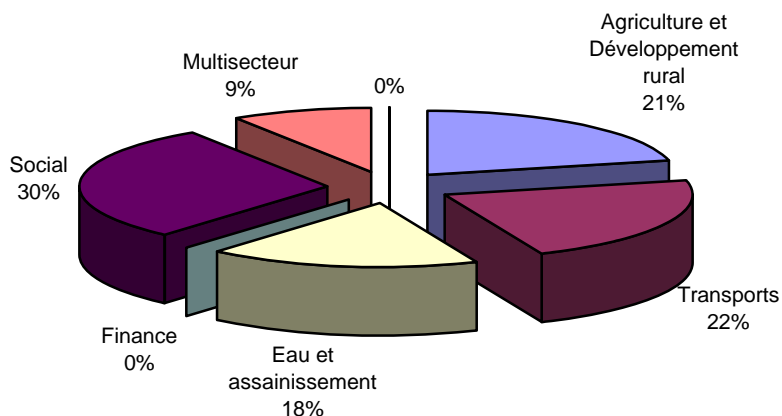


Tableau 2 : Répartition des approbations de dons du FAD-X par secteur (2005-2006)
(en millions d'UC sauf indication contraire)

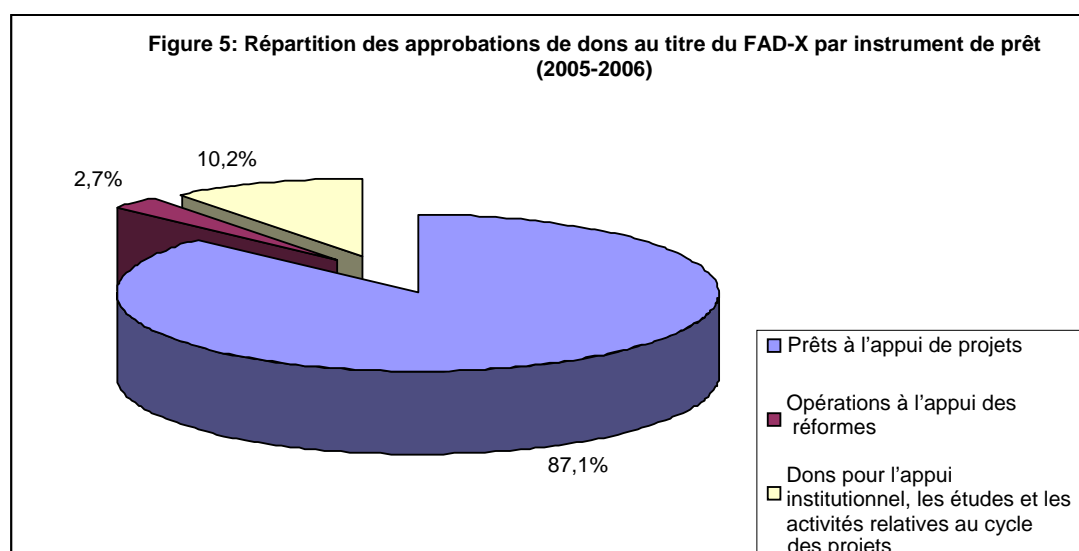
Secteur	Don autonome		Autre don		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture et développement rural	159.4	19.7%	34.2	35.1%	193.6	21.3%
Industrie, mines et carrières	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
Transport	153.8	19.0%	47.3	48.6%	201.1	22.2%
Eau et assainissement	150.2	18.6%	10.0	10.3%	160.2	17.7%
Electricité	2.6	0.3%	-	0.0%	2.6	0.3%
Communication	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
Finance	0.3	0.0%	-	0.0%	0.3	0.0%
Social	264.9	32.7%	-	0.0%	264.9	29.2%
Education	94.0	11.6%	-	0.0%	94.0	10.4%
Santé	62.0	7.7%	-	0.0%	62.0	6.8%
Population et nutrition	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
Parité des genre	2.5	0.3%	-	0.0%	2.5	0.3%
Allègement de la pauvreté et micro-crédit	22.8	2.8%	-	0.0%	22.8	2.5%
Autre social	83.6	10.3%	-	0.0%	83.6	9.2%
Environnement	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
Multisecteur	78.3	9.7%	5.9	6.1%	84.2	9.3%
DSRP	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
Gestion du secteur public	17.2	2.1%	5.9	6.1%	23.1	2.5%
Gouvernance	41.8	5.2%	-	0.0%	41.8	4.6%
Appui institutionnel	16.8	2.1%	-	0.0%	16.8	1.8%
Autre social	2.5	0.3%	-	0.0%	2.5	0.3%
Total dons	809.5	100.0%	97.3	100.0%	906.8	100.0%

Opérations financées sous forme de dons par instrument de prêt

4.8 L'approbation de dons pour des prêts-projets s'est établie à 789,47 millions d'UC, soit 87,1 pour cent des ressources en dons du FAD-X engagées d'ici à fin 2006, contre 92,2 millions d'UC ou 92 pour cent pour les activités de soutien institutionnel, d'études et relatives au cycle des projets. L'approbation des dons pour les opérations à l'appui de réformes reste faible, à 24,87 millions d'UC, soit environ 2,7 pour cent du financement total en dons.

Tableau 3 : Approbations du FAD-X par instrument financier, 2005-2006
(en millions d'UC, sauf indication contraire)

Instrument de prêt	Don autonome		Autre don		TOT ²
	Montant	%	Montant	%	Montant
Opérations d'investissements spécifiques	578.18	71.43%	71.90	73.86%	650.08
Opérations d'investissements sectoriels	139.39	17.22%	-	-	139.39
Lignes de crédit	-	0.00%	-	-	-
Opérations à l'appui des réformes	24.87	3.07%	-	-	24.87
Fonds de préparation des projets (FPP)	0.25	0.03%	-	-	0.25
Dons d'études	11.23	1.39%	-	-	11.23
Dons pour l'appui institutionnel	55.53	6.86%	14.04	14.43%	69.57
Dons pour activités relatives au cycle des projets	-	-	11.40	11.71%	11.40
Total Dons	809.45	100.0%	97.34	100.0%	906.80



Opérations financées sous forme de dons par projet

4.9 Comme illustré dans le tableau 4, environ 36,4 pour cent des engagements totaux sont des dons autonomes, tandis que 47,1 pour cent sont des prêts autonomes et

16,5 pour cent une combinaison de dons et de prêts. L'approbation de don la plus importante s'élève à 83,59 millions d'UC pour les dons au titre de la protection des services de base en Éthiopie, suivie de 52,45 millions d'UC pour un projet de réhabilitation des routes en RDC. L'approbation de don la moins importante est de 0,25 million d'UC en faveur d'un mécanisme de préparation de projet au Mozambique destiné à soutenir un projet visant à renforcer les capacités des communautés locales. La valeur moyenne des approbations de dons est de 13,49 millions d'UC, chiffre nettement supérieur à la moyenne de 2,02 millions d'UC enregistrée sous le FAD-IX. Autrement dit, les dons du FAD-X sont utilisés pour financer un nombre moins élevé de projets/programmes, mais pour un montant supérieur à celui du FAD-IX, conformément aux objectifs stratégiques et principes directeurs du Groupe de la Banque.

Tableau 4. Répartition des approbations du FAD-X entre dons autonomes, prêts autonomes et combinaison de prêts et de dons (fin décembre 2006)

Type d'approbation	No. d'approbations	Ressources du Fonds (en millions d'UC)		Total des ressources du Fonds (en millions d'UC)	% des approbations totales	Montant max. (en mio. d'UC)	Montant min. (en mio. d'UC)	Montant moyen par approbation (en mio. d'UC)
		Part des dons	Part des prêts					
Dons autonomes	60	809.45		809.45	36.4%	83.59	0.25	13.49
Prêts autonomes	35		1'047.54	1'047.54	47.1%	80.00	6.33	29.93
Combinaison de prêts et de dons	10	97.34	270.17	367.51	16.5%	66.06	4.14	36.75
TOTAL APPROBATIONS	105	906.80	1'317.70	2'224.50	100.0%	83.59	0.25	21.19

Distribution des dons par région

4.10 L'Afrique centrale a obtenu la plus grande part des dons avec 35,4 pour cent, suivie de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest avec 24,5 pour cent et 22,3 pour cent, respectivement. Ces trois sous-régions qui représentent plus de 75 pour cent des pays sortant d'un conflit et des États fragiles reçoivent plus de 82 pour cent de l'ensemble des dons approuvés, contre 15,6 pour cent pour la région de l'Afrique australe. Le solde correspond aux autres régions, comme indiqué dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5. Répartition des approbations de dons du FAD-X par région, 2005-2006
(en millions d'UC, sauf indication contraire)

Région	Don autonome		Autre don		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CENTRE	321.15	39.68%	-	0.00%	321.15	35.4%
EST	207.29	25.61%	14.65	15.05%	221.95	24.5%
NORD	-	0.00%	-	0.00%	-	0.0%
SUD	141.21	17.45%	-	0.00%	141.21	15.6%
OUEST	119.44	14.76%	82.69	84.95%	202.13	22.3%
MULTI-REGION	20.36	2.52%	-	0.00%	20.36	2.2%
Total Dons	809.45	100.0%	97.34	100.0%	906.80	100.0%

Utilisation des dons du FAD-X selon le statut PPTE du pays

4.11 Du point de vue du statut PPTE, les 16 PMR qui ont atteint le point d'achèvement et sont désormais éligibles à l'IADM ont reçu 43,8 pour cent des approbations de dons de 2005 à 2006, contre 25,8 pour cent pour les 8 PMR ayant atteint le point de décision. Sept PMR n'ont encore engagé aucune de leurs allocations de dons. Il s'agit de pays en situation d'arriérés chroniques ou en crise et qui se trouvent au point de pré-décision dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée, tels que les Comores, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Somalie et le Soudan. Djibouti et l'Érythrée complètent cette liste. En raison des circonstances et de l'instabilité politiques, le traitement des projets a été retardé dans la plupart de ces grands PMR bénéficiant de dons. Les ressources inutilisées restantes seront, le cas échéant, réallouées à des pays performants ayant une plus grande capacité d'absorption selon le système ABP.¹⁴ Dans certains de ces PMR, comme le Libéria et la République centrafricaine, le rythme d'utilisation des dons devrait, toutefois, s'accélérer et s'améliorer en 2007 et très certainement au-delà, durant la période du FAD-XI, si la bonne gouvernance et les réformes macroéconomiques, sociales et institutionnelles saines continuent d'y prendre fermement pied.

¹⁴ Voir les Critères d'éligibilité pour la réallocation des ressources du FAD-X dans le document du Conseil ADF/BD/WP/2005/93/Rev.1, daté du 5 juillet 2006, Section 3.8.

Tableau 6. Répartition des approbations de dons du FAD-X par statut PPTE, 2005-2006
(en millions d'UC, sauf indication contraire)

Statut PPTE	Don autonome		Autre don		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
POINT D'ACHEVEMENT	366.56	45.29%	30.90	31.74%	397.46	43.8%
POINT DE DÉCISION	233.99	28.91%	-	0.00%	233.99	25.8%
POINT DE PRE-DÉCISION	25.80	3.19%	-	0.00%	25.80	2.8%
AUTRES PAYS NON PPTE	22.72	2.81%	1.90	1.96%	24.62	2.7%
MULTINATIONAL	160.38	19.81%	64.54	66.30%	224.92	24.8%
Total Dons	809.45	100.0%	97.34	100.0%	906.80	100.0%

4.12 Dans l'ensemble, 4 PMR éligibles à des dons, à savoir l'Angola, l'Éthiopie, le Tchad et le Malawi, ont surengagé leurs allocations de dons, tandis que 7 PMR n'ont procédé à aucun engagement à ce jour. Enfin, 13 PMR disposent encore d'un solde sur leurs allocations de dons totaux.¹⁵

Tableau 7. Fréquence de répartition du solde des allocations de dons des PMR éligibles au titre du FAD-X

Catégories (%)	Nombre de pays (fréquence)
Déficit	4
0,0	7
1 – 100	13
TOTAL	24

Allocations de dons aux opérations multinationales

4.13 La coopération et l'intégration régionales constituent l'un des domaines prioritaires des opérations du FAD. Les engagements réels sous forme de dons s'élèvent à 422,44 millions d'UC sur un volume total de prêts et de dons de 531,41 millions d'UC, soit 15 pour cent des ressources nettes de la reconstitution du FAD-X, qui ont été réservées pour allocation aux projets régionaux. La part des dons relative au financement de 20 projets multinationaux s'élève à 224,9 millions d'UC, soit 42,3 pour cent des ressources totales disponibles pour les opérations multinationales. Cette enveloppe correspond à environ 6 pour cent des ressources nettes de la reconstitution du FAD-X.

4.14 La Direction intensifie ses efforts pour relever le niveau des approbations en faveur des opérations multinationales tant sous forme de dons que de prêts, avec un accent particulier sur les biens publics régionaux, tels que les initiatives relatives aux bassins versants partagés, les questions du VIH/SIDA, les projets de facilitation du

¹⁵ Voir les documents « Le système d'allocation basée sur la performance (ABP) » et « Le cadre de soutenabilité de la dette » pour toutes questions sur la prévisibilité des allocations par pays.

commerce et des transports, la promotion de la science et de la technologie pour le développement de l'agriculture en Afrique, ainsi que la prévention et la lutte contre les maladies animales transfrontalières. 79,5 pour cent ont déjà été engagés pour les opérations multinationales au cours des 24 derniers mois, ce qui laisse présager que la part des projets multinationaux dans le portefeuille net global du FAD devrait atteindre l'objectif de 15 pour cent fixé dans les politiques de financement du FAD-X d'ici à la fin de 2007.¹⁶

Tableau 8. Etat des approbations de dons multinationaux à la fin décembre 2006

Type d'approbation	No. d'approbations	Ressources du Fonds (en millions d'UC)		Total des ressources du Fonds (en millions d'UC)	% des approbations totales	Montant max. (en mio. d'UC)	Montant min. (en mio. d'UC)	Montant moyen par approbation (en mio. d'UC)
		Part de dons	Part de prêts					
Dons autonomes	15	160.38		160.38	38.0%	30.20	1.67	10.69
Prêts autonomes	1		27.82	27.82	6.6%	27.82	27.82	27.82
Combinaison de dons et de prêts	5	64.54	169.70	234.24	55.4%	66.06	20.00	46.85
TOTAL APPROBATIONS	21	224.92	197.52	422.44	100.0%	66.06	1.67	20.12

4.15 Il importe de souligner que la plupart des 20 projets multinationaux financés par des dons autonomes ou une combinaison de dons et de prêts ont trait à des projets d'infrastructure, d'eau potable et d'assainissement et de routes rurales destinés à améliorer l'accès aux services sociaux et les moyens de subsistance des communautés rurales pauvres, l'accent étant mis plus particulièrement sur les pays sortant d'un conflit et les États fragiles. Ces projets permettront de renforcer et d'approfondir sensiblement l'impact de l'assistance du FAD aux PMR cibles en vue de la réalisation d'un nombre croissant d'Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'approbation de don la plus importante s'élève à 30,2 millions d'UC pour le projet de route Kicukiro-Kirundo du Rwanda-Burundi et la moins importante à 1,67 millions d'UC pour une étude sur le développement de l'infrastructure dans le Cadre stratégique à moyen et long terme (CSMLT) du NEPAD. Le don moyen par projet est de 11,25 millions d'UC. Sur les quatre (4) projets multinationaux financés par une combinaison de prêts et de dons, l'approbation la plus importante est de 66,06 millions d'UC pour un projet de corridor routier Mali-Sénégal, suivi du projet Kenya-Tanzanie-Arusha-Namanga concernant le fleuve Athi d'un montant de 56,78 millions d'UC et le projet de route Labé-Sériba-Médina Gounas de 56,40 millions d'UC. Le montant moyen des approbations est de 20,12 millions d'UC, chiffre nettement plus élevé que la taille moyenne des financements établie à 7,71 millions d'UC pour les opérations multinationales pendant la période du FAD-IX.

¹⁶ Voir le document « Mise en œuvre des priorités opérationnelles au titre du FAD-X » pour une présentation détaillée de l'utilisation des ressources au titre du FAD-X par secteur et domaine prioritaire.

V. Conclusions et questions à débattre

5.1 La couverture et la mise en œuvre du nouveau système de dons du FAD-X ont fait l'objet d'améliorations constantes en vue de renforcer l'accent mis sur la culture des résultats au sein du Groupe de la Banque et dans ses PMR. En outre, les dons du FAD-X sont utilisés pour un nombre moins important de projets/programmes, mais de plus grande envergure par rapport à ceux du FAD-IX. Toutefois, des lacunes subsistent, surtout si l'on tient compte de la situation particulière de certains PMR, tels que les pays sortant d'un conflit et les États fragiles. À titre d'exemple, les Analyses prospectives de soutenabilité de la dette (APSD), aujourd'hui disponibles, sont en train de devenir des éléments déterminants pour l'éligibilité des 40 pays du FAD aux dons.¹⁷ Dans ces conditions, le montant total des dons que le FAD-X est appelé à octroyer ne dépend pas seulement du nombre de PMR éligibles à un don, mais aussi du montant total des ressources que le FAD a engagées en faveur de ces pays pendant la durée du FAD-X. En conséquence, quand bien même l'admissibilité d'un PMR est clairement établie, son éligibilité à ces ressources et leur disponibilité d'une année à l'autre ne sont plus totalement garanties ni prévisibles. A cela s'ajoute la réallocation des créances annulées au titre de l'allègement de la dette conformément à l'IAMD, qui peut aussi être interprétée comme une façon d'octroyer des dons implicites aux PMR bénéficiaires, même si ces pays ne sont éligibles qu'aux prêts.

5.1 L'impact conjugué de ces incertitudes a certains effets majeurs en termes de programmation sur la taille et la composition des projets. Cependant, en mettant à contribution la souplesse inhérente à l'option de concentration des décaissements en début et en fin de période autorisée par la politique ABP renforcée, et les ressources libérées grâce aux économies réalisées sur les prêts et aux annulations de projets dans le cadre de l'assainissement du portefeuille, ces effets pourraient être amortis, avec un impact minime. Quelques ajustements ont été proposés pour 2006. D'autres ajustements et affinements seront peut-être nécessaires en 2007 et au-delà. L'assemblée annuelle ordinaire des BMD sur le thème de la dette continuera d'examiner les questions opérationnelles et de politiques relatives à l'élaboration des modalités financières de l'assistance aux pays à faible revenu en fonction de la soutenabilité de la dette.

5.2 Il convient aussi de souligner que le principal risque financier des financements en dons du FAD-X réside dans les compensations futures des bailleurs de fonds pour les pertes de remboursement du principal, notamment pour garantir l'additionnalité de ces financements en sus de leurs contributions ordinaires lors des prochaines reconstitutions du FAD. La communauté des bailleurs de fonds doit examiner ces risques, puisqu'il a été convenu d'utiliser une référence de base pour le financement du mécanisme de compensation au titre de l'IADM, référence établie au niveau des contributions ordinaires des bailleurs de fonds du FAD-X, en termes réels en UC.¹⁸

¹⁷ Voir annexe VI.

¹⁸ Voir le Rapport des Plénipotentiaires du FAD "Additions to ADF Resources - Financing the Multilateral Debt Relief Initiative" Annexe II de la réf.: ADF/BD/WP/2006/31, daté du 5 avril 2006 .

5.3 Les plénipotentiaires souhaitent peut-être exprimer leur opinion sur l'efficacité des mécanismes de financement des remboursements abandonnés du fait des dons adoptés dans le cadre du FAD-X.

ANNEXE I

Allocations pays au titre du FAD-X pour 2005 et 2006 et répartition des prêts/dons aux 40 PMR en fonction du CSD et de l'exercice ABP (en millions d'UC)

Allocations pays au titre du FAD-X en 2005						Allocations pays au titre du FAD-X en 2006					
	Pays/Classement	Class. CSD Feu de signali sation	Allocations FAD-X 2005				Pays/Classement	Class. CSD	Allocations FAD-X 2006		
			Prêts	Dons	Total				Prêts	Dons	Total
	<i>Risque de surendettement faible</i>						<i>Risque de surendettement faible</i>				
1	Burkina Faso	Vert	113,0	-	113,0	1	<i>Bénin</i>	Vert	51,8	-	51,8
2	Cap Vert	Vert	9,8	-	9,8	2	Burkina Faso	Vert	92,9	-	92,9
3	Djibouti	Vert	8,9	-	8,9	3	<i>Cameroun</i>	Vert	105,7	-	105,7
4	Ghana	Vert	191,2	-	191,2	4	Cap Vert	Vert	10,3	-	10,3
5	Kenya	Vert	178,3	-	178,3	5	Ghana	Vert	160,3	-	160,3
6	Madagascar	Vert	102,2	-	102,2	6	Kenya	Vert	211,4	-	211,4
7	Mali	Vert	124,3	-	124,3	7	Madagascar	Vert	97,7	-	97,7
8	Mozambique	Vert	179,8	-	179,8	8	Mali	Vert	110,3	-	110,3
9	Mauritanie	Vert	20,5	-	20,5	9	Mozambique	Vert	160,4	-	160,4
10	Niger	Vert	69,8	-	69,8	10	Mauritanie	Vert	15,7	-	15,7
11	Nigeria	Vert	138,0	-	138,0	11	Nigeria	Vert	141,955	-	141,955
12	Sénégal	Vert	120,0	-	120,0	12	Sénégal	Vert	111,8	-	111,8
13	Tanzanie	Vert	283,9	-	283,9	13	Tanzanie	Vert	294,8	-	294,8
14	Zimbabwe	Vert	12,5	-	12,5	14	<i>Ouganda</i>	Vert	210,0	-	210,0
						15	<i>Zambie</i>	Vert	69,2	-	69,2
						16	Zimbabwe	Vert	8,6	-	8,6
	<i>Risque de surendettement moyen</i>						<i>Risque de surendettement moyen</i>				
1	Bénin	Orange	29,1	23,4	52,5	1	<i>Angola</i>	Orange	18,1	17,0	35,1
2	Éthiopie	Orange	157,3	127,2	284,5	2	Éthiopie	Orange	15,2	122,5	274,7
3	Lesotho	Orange	9,1	7,3	16,4	3	Lesotho	Orange	8,3	7,0	15,4
4	Ouganda	Orange	113,9	91,6	205,5	4	<i>Malawi</i>	Orange	34,1	25,8	59,9
5	Zambie	Orange	25,4	21,3	46,7						

ANNEXE I

**Allocations pays au titre du FAD-X pour 2005 et 2006 et répartition des prêts/dons aux 40 PMR en fonction du CSD et de l'exercice ABP
(suite) (en millions d'UC)**

Allocations pays au titre du FAD-X en 2005						Allocations pays au titre du FAD-X en 2006					
	Pays/Classement	Class. CSD	Allocations FAD-X 2005				Pays/Classement	Class. CSD	Allocations FAD-X 2006		
			Prêts	Dons	Total				Prêts	Dons	Total
	<i>Risque de surendettement élevé</i>						<i>Risque de surendettement élevé</i>				
1	Angola	Rouge	-	36,6	36,6	1	Burundi	Rouge	-	35,6	35,6
2	Burundi	Rouge	-	28,3	28,3	2	République centrafricaine	Rouge	-	9,8	9,8
3	Cameroun	Rouge	-	99,3	99,3	3	Tchad	Rouge	-	26,3	26,3
4	République centrafricaine	Rouge	-	10,2	10,2	4	Comores	Rouge	-	5,3	5,3
5	Tchad	Rouge	-	47,1	47,1	5	Congo, RDC	Rouge	-	237,7	237,7
6	Comores	Rouge	-	5,1	5,1	6	République du Congo	Rouge	-	17,3	17,3
7	Congo, RDC	Rouge	-	182,3	182,3	7	Côte d'Ivoire	Rouge	-	16,8	16,8
8	République du Congo	Rouge	-	18,8	18,8	8	<i>Djibouti</i>	Rouge	-	7,3	7,3
9	Côte d'Ivoire	Rouge	-	19,4	19,4	9	Érythrée	Rouge	-	21,2	21,2
10	Érythrée	Rouge	-	20,1	20,1	10	Gambie	Rouge	-	9,4	9,4
11	Gambie	Rouge	-	10,8	10,8	11	Guinée	Rouge	-	27,9	27,9
12	Guinée	Rouge	-	32,9	32,9	12	Guinée Bissau	Rouge	-	7,1	7,1
13	Guinée Bissau	Rouge	-	5,8	5,8	13	Libéria	Rouge	-	9,4	9,4
14	Libéria	Rouge	-	7,0	7,0	14	<i>Niger</i>	Rouge	-	59,3	59,3
15	Malawi	Rouge	-	47,0	47,0	15	Rwanda	Rouge	-	58,0	58,0
16	Rwanda	Rouge	-	56,6	56,6	16	Sao Tome & Principe	Rouge	-	4,5	4,5
17	Sao Tome & Principe	Rouge	-	5,3	5,3	17	Sierra Leone	Rouge	-	35,1	35,1
18	Sierra Leone	Rouge	-	29,7	29,7	18	Somalie	Rouge	-	5,3	5,3
19	Somalie	N/D	-	5,3	5,3	19	Soudan	Rouge	-	48,1	48,1
20	Soudan	Rouge	-	35,3	35,3	20	Togo	Rouge	-	10,3	10,3
21	Togo	Rouge	-	11,0	11,0						
	TOTAL		1 887,1	984,7	2871,8		TOTAL		2 065,5	823,8	2,889,3

Les 8 PMR qui apparaissent en couleur ont changé de classification entre 2005 et 2006.

ANNEXE II
ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BANQUE AU TITRE DU FAD-X : PROJECTIONS A FIN DÉCEMBRE 2006

N°.	DESCRIPTION DU PROJET		SECTEUR	INSTRUMENT		MONTANTS (en millions d'UC)		
						PRÊTS	DONS	TOTAL
1	ANGOLA	Projet de développement rural Bom Jesus Calanga	AB		GPL		17,20	17,20
2	BÉNIN	Appui aux institutions de contrôle budgétaire	KA		GGI		2,50	2,50
3	BÉNIN	Appui à la gestion des forêts communales	AAD	PL	GPL	19,24	15,76	35,00
4	BÉNIN	PAS-Réduction de la Pauvreté-Phase II	KA	SL	GGI	9,86	5,14	15,00
5	BURKINA FASO	Appui au développement de la santé rurale	IBZ	PL		25,00		25,00
6	BURKINA FASO	Troisième programme d'appui stratégique à la réduction de la pauvreté (PASRP III)	KZ	DBSL		30,00		30,00
7	BURKINA FASO	Projet de développement agricole dans la zone Gnagna Kouritenga- Piela Bilanga-II	AB	PL		12,50		12,50
8	BURKINA FASO	Projet d'appui aux institutions chargées de la gestion des ressources publiques	KF		GGI		2,50	2,50
9	BURUNDI	Projet de réhabilitation et de développement de l'infrastructure de l'eau en milieu rural	EZ		GPL		12,00	12,00
10	BURUNDI	Projet d'appui aux bassins versants (PABV)	AAC		GPL		9,00	9,00
11	BURUNDI	Projet d'appui aux réformes économiques et à la gouvernance (PAREG II)	KG		GSL		7,30	7,30
12	CAMEROUN	Projet d'assainissement de Yaoundé	EB		GPL		25,60	25,60
13	CAMEROUN	Femmes entrepreneurs (GOWE 2)	HB		GGI		0,30	0,30
14	CAMEROUN	Projet de route Batibo Bachoua Akagbe	DB		GPL		44,70	44,70
15	CAMEROUN	Programme d'appui aux réformes en matière de gouvernance	KG	SL		29,00		29,00
16	CAP-VERT	Programme d'appui à la réduction de la pauvreté et appui institutionnel à la gestion économique	KA	SL	GGI	3,39	0,75	4,14
17	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Appui institutionnel	KF		GGI		3,30	3,30
18	TCHAD	Programme d'appui à la gouvernance et renforcement des capacités	KG		GSL		20,50	20,50
19	TCHAD	Projet de pêche	AAF		GPL		10,00	10,00
20	TCHAD	Initiative de l'AEPA en milieu rural	EZ		GPL		13,00	13,00
21	CONGO, RÉP. DÉM. DU	Étude sur la pêche et l'élevage	AAE		GGI		1,50	1,50
22	CONGO, RÉP. DÉM. DU	Réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces du Katanga, Kasai Oriental et Kasai Occidental	AZ		GSI		35,00	35,00
23	CONGO, RÉP. DÉM. DU	Projet de réhabilitation des routes Nsele-Lufumi et Kwango-Kenge	DB		GPL		52,45	52,45

ANNEXE II (suite)

ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BANQUE AU TITRE DU FAD-X : PROJECTIONS À FIN DÉCEMBRE 2006

N°.	DESCRIPTION DU PROJET		SECTEUR	INSTRUMENT		MONTANTS (en millions d'UC)		
						PRÊTS	DONS	TOTAL
24	CONGO, RÉP. DU	Projet d'appui à l'amélioration du circuit de la dépense et des indicateurs de la pauvreté (PACDIP)	KZ		GGI		2,50	2,50
25	CONGO, RÉP. DU	Réintégration socio-économique des groupes défavorisés	IE		GPL		14,80	14,80
26	ÉTHIOPIE	Programme d'adduction d'eau et d'assainissement en milieu rural	EZ		GPL		43,61	43,61
27	ÉTHIOPIE	Don à l'appui de la protection des services de base	IZ		GSI		83,59	83,59
28	ÉTHIOPIE	Réaménagement de la route Jimma-Mizan	DB	PL		61,00	-	61,00
29	ÉTHIOPIE	Projet d'accès universel à l'électricité (UEAP)	FA	PL		80,00		80,00
30	GAMBIE	Projet de développement de l'entrepreneuriat et promotion des moyens de subsistance	IE		GPL		8,00	8,00
31	GHANA	Prêt à l'appui de la réduction de la pauvreté	KZ	SL		44,00		44,00
32	GHANA	Réduction de la pauvreté urbaine et décentralisation	IZ	PL		25,00		25,00
33	GHANA	Projet d'amélioration du réseau d'assainissement d'Accra (ASIP)	EB	PL		46,00		46,00
34	GHANA	Développement de la Plaine d'Afram	AB	PL		23,00		23,00
35	GUINÉE	Réaménagement des voies de l'aéroport Gbessia	DB		GPL		8,25	8,25
36	GUINÉE	Appui au développement de l'éducation de base-Education IV	IA		GPL		14,00	14,00
37	GUINÉE	Étude pour la formulation du programme national d'alimentation en eau en milieu rural (AEP)	EZ		GGS		1,00	1,00
38	GUINÉE	Appui institutionnel et promotion de la gouvernance	KG		GGI		2,50	2,50
39	GUINÉE-BISSAU	Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural – régions nord, ouest et est (PRESAR) (ADF/BD/WP/2005/74)	AZ		GSI		5,80	5,80
40	KENYA	Projet d'appui à l'aménagement des espaces verts	AZ	PL		25,04		25,04
41	KENYA	Amélioration de la petite exploitation agricole Kimira-Oluch	AAA	PL	GGI	22,98	1,15	24,13
42	KENYA	Appui institutionnel à la bonne gouvernance (réévaluation)	KG		GGI		5,52	5,52
43	LESOTHO	Projet de réaménagement de la route Likalaneng-Thaba Tseka	DB	PL		6,83		6,83
44	LIBÉRIA	Appui institutionnel à la gestion économique et à la bonne gouvernance	KG		GGI		3,00	3,00
45	MADAGASCAR	Projet d'appui aux communautés des pêcheurs	AAF	PL		6,33		6,33
46	MADAGASCAR	Initiative de l'eau et de l'assainissement dans les zones rurales	EZ	PL		51,00		51,00

ANNEXE II (suite)

ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BANQUE AU TITRE DU FAD-X : PROJECTIONS À FIN DÉCEMBRE

N°.	DESCRIPTION DU PROJET		SECTEUR	INSTRUMENT		MONTANTS (en millions d'UC)		
						PRÊTS	DONS	TOTAL
47	MADAGASCAR	Premier Programme d'appui budgétaire à la réduction de la pauvreté	KZ	DBSL		35,00		35,00
48	MALAWI	Projet de santé rurale IV	IBZ		GPL		15,00	15,00
49	MALAWI	Appui à l'enseignement secondaire (Éducation V)	IAC		GPL		15,00	15,00
50	MALAWI	Développement de l'irrigation et de la conservation	AAC		GPL		15,00	15,00
51	MALI	Projet de développement rural de Baguineda	AB	PL		14,92		14,92
52	MALI	PAS IV	KA	SL		35,00		35,00
53	MALI	Projet d'appui au développement communautaire dans les régions de Kayes et Koulikoro (PADEC)	AB	PL		15,00		15,00
54	MAURITANIE	AEPA en milieu rural	EZ	PL		9,70		9,70
55	MOZAMBIQUE	Renforcement des capacités au niveau des communautés locales - PPF	AZ		PPF		0,25	0,25
56	MOZAMBIQUE	Appui à la sécurité alimentaire et développement de l'entreprenariat féminin – Projet pilote (ADF/BD/WP/2005/131)	ID		GGI		2,51	2,51
57	MOZAMBIQUE	Quatrième projet d'électricité (ADF/BD/WP/2006/46 (Rapport d'évaluation)	FA	PL		26,30	-	26,30
58	MOZAMBIQUE	Projet routier Monteguez-Lichinga	DB	PL		30,10		30,10
59	MOZAMBIQUE	Appui budgétaire pour la bonne gouvernance (prêt à l'appui de la réduction de la pauvreté)	KG	DBSL		60,00		60,00
60	NIGER	Cinquième PAS structurel – V	KA	SL		18,00		18,00
61	NIGER	Projet de réhabilitation des routes Tibiri-Dakoro et Madaoua-Bouza-Tahoua	DB	PL		22,00		22,00
62	NIGER	Projet de valorisation des eaux de la région de Dosso Tillabéri	AAC		GPL		13,00	13,00
63	NIGER	Appui institutionnel à la décentralisation	KG		GGI		3,00	3,00
64	NIGÉRIA	Projet de développement des compétences et de formation professionnelle	IAE	PL		30,00		30,00
65	NIGÉRIA	Sécurité alimentaire nationale	AAB	PL		22,00		22,00
66	RWANDA	Projet d'appui au secteur de l'éducation	IAZ		GSI		15,00	15,00
67	RWANDA	Projet d'appui au développement agricole de Bugesera	AB		GPL		10,00	10,00
68	SAO TOME & PRINCIPE	Projet d'appui au développement de l'élevage II	AAE		GPL		4,00	4,00
69	SÉNÉGAL	Transport routier	DB	PL		29,00		29,00

ANNEXE II (suite)
ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BANQUE AU TITRE DU FAD-X : PROJECTIONS À FIN DÉCEMBRE 2006

N°.	DESCRIPTION DU PROJET		SECTEUR	INSTRUMENT		MONTANTS (en millions d'UC)		
						PRÊTS	DONS	TOTAL
70	SÉNÉGAL	Projet d'AEPA en milieu rural	EZ	PL		25,00		25,00
71	SÉNÉGAL	Programme de relance des activités rurales en Casamance (PADERCA)	AAZ	PL		20,00		20,00
72	SIERRA LEONE	Programme de réhabilitation et de redressement économique (ERRP)	KA		GPL		10,70	10,70
73	SIERRA LEONE	Appui aux services de santé à l'échelle du district - III	IBZ		GPL		17,00	17,00
74	SIERRA LEONE	Études sur les routes de Matotoka et Sefadu et appui institutionnel au secteur des transports	DB		GGs		1,99	1,99
75	TANZANIE	Prêt à l'appui de la réduction de la pauvreté II	KA	PL		50,00		50,00
76	TANZANIE	Programme national d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural (ADF/BD/WP/2006/86) - Rapport d'évaluation (prêt)	EZ	PL	GPL	45,00	10,00	55,00
77	TANZANIE	Appui à la réduction de la mortalité maternelle et infantile (Projet de santé II)	IBA	PL		40,00		40,00
78	TOGO	Appui institutionnel	KF		GGI		2,20	2,20
79	UGANDA	Éducation III (Appui à l'éducation post-primaire et projet de formation (PPET) (SWAP)	IAC		GPL		20,00	20,00
80	UGANDA	Programme d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural	EZ		GPL		40,00	40,00
81	UGANDA	Appui à la santé maternelle et mentale (Santé III)	IBA	PL		20,00		20,00
82	UGANDA	Route Kabale-Kisoro-Bunagan/Kyanika	DB	PL		33,00		33,00
83	ZAMBIE	Programme national d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural	EZ		GPL		15,00	15,00
84	ZAMBIE	Appui au budget	KZ	DBSL		20,00	-	20,00
85	ZMULTINATIONAL	Compétitivité de la filière coton en Afrique (Afrique centrale et Ouest)	AAG	PL	GGI	28,00	7,00	35,00
86	ZMULTINATIONAL	Étude sur le pont Botswana-Zambie Kazungula	DB		GGs		2,50	2,50
87	ZMULTINATIONAL	Renforcement des capacités de la SADC en matière d'enseignement ouvert et à distance	IAH		GGI		10,00	10,00
88	ZMULTINATIONAL	Projet de facilitation du commerce et des transports en Afrique de l'Est	DZ		GPL		12,00	12,00
89	ZMULTINATIONAL	Projet de route Labé-Sériba-Médina Gounass (2)	DB	PL	GPL	20,50	35,90	56,40
90	ZMULTINATIONAL	Kenya-Tanzanie-Arusha-Namanga-Fleuve Athi	DZ	PL	GGA	53,28	3,50	56,78
91	ZMULTINATIONAL	Promotion de la science et de la technologie pour le développement agricole en Afrique	AZ		GPL		15,58	15,58
92	ZMULTINATIONAL	Assistance technique AFRITAC	KF		GGI		3,11	3,11

ANNEXE II (fin)
ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BANQUE AU TITRE DU FAD-X : PROJECTIONS À FIN DÉCEMBRE 2006

N°.	DESCRIPTION DU PROJET		SECTEUR	INSTRUMENT		MONTANTS (en millions d'UC)		
						PRÊTS	DONS	TOTAL
93	ZMULTINATIONAL	Programme de réformes des marchés publics II-UEMOA	KA		GGI		4,00	4,00
94	ZZMULTINATIONAL	Cadre stratégique à moyen et à long terme (CSMLT) : Étude sur le développement de l'infrastructure (NEPAD)	DZ		GGs		1,67	1,67
95	ZZMULTINATIONAL	Appui à l'initiative du bassin du lac Tchad-VIH/SIDA	IBE		GPL		10,00	10,00
96	ZZMULTINATIONAL	Route Mali-Sénégal-Kita-Saraya-Kedougou	DB	PL	GGA	58,16	7,90	66,06
97	ZZMULTINATIONAL	Projet de gestion durable du bétail ruminant endémique en Afrique de l'ouest (Gambie, Guinée, Mali, Sénégal), (ADF/BD/WP/2005/144)	AAE	PL	GPL	9,76	10,24	20,00
98	ZZMULTINATIONAL	SADC - Projet d'appui à la gestion des cours d'eau transfrontaliers des bassins hydrographiques de la Buzi, de la Save et de la Ruvuma (ADF/BD/WP/2005/140)	AAC		GPL		9,38	9,38
99	ZZMULTINATIONAL	SADC – Appui aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose (dates de traitement révisées)	IBE		GPL		20,00	20,00
100	ZZMULTINATIONAL	SADC – Contrôle et surveillance des maladies animales transfrontalières (MAT)	AAE		GPL		13,71	13,71
101	ZZMULTINATIONAL	Amélioration des marchés publics du COMESA	KF		GGI		5,66	5,66
102	ZZMULTINATIONAL	UEMOA- Projet de développement de l'enseignement supérieur	IAD		GPL		20,00	20,00
103	ZZMULTINATIONAL	BURUNDI/RWANDA - Projet de route Kicukiro-Kirundo	DB		GPL		30,20	30,20
104	ZZMULTINATIONAL	Initiative du Bassin du Nil - Étude de faisabilité sur les lignes de transmission de l'énergie électrique de la centrale hydroélectrique des chutes de Rusumo	FAD		GGs		2,57	2,57
105	ZZMULTINATIONAL	Projet d'aménagement de la route Dori-Téra et de facilitation du transport sur le corridor Ouagadougou-Dori-Téra-Niamey	DB	PL		27,82		27,82
	TOTAL					1 317,70	906,80	2 224,50

**ANNEXE III Allocations pays au titre du FAD-X et utilisation des dons
par les 24 PMR éligibles en fonction du CSD et de l'exercice ABP
à la fin décembre 2006**

N°.	Classement pays	Allocation et utilisation des dons (en millions d'UC)			
		Montant alloué (2006)	Montant utilisé	Solde	Solde en % de l'allocation de don
	<i>Risque de surendettement moyen</i>				
1	Angola	17,0	17,2	-0,2	-1,2%
2	Éthiopie	122,5	127,2	-4,7	-3,8%
3	Lesotho	7,0	0,0	7,0	100,0%
4	Malawi	28,5	45,0	-16,5	-57,9%
	<i>Risque de surendettement élevé</i>				
1	Burundi	35,6	28,3	7,3	20,5%
2	République centrafricaine	9,8	3,3	6,5	66,3%
3	Tchad	26,3	43,5	-17,2	-65,4%
4	Comores	5,3	0,0	5,3	100,0%
5	Congo, Rép. dém. du	237,7	89,0	148,8	62,6%
6	Congo, Rép. du	17,3	17,3	0,0	0,0%
7	Côte d'Ivoire	16,8	0,0	16,8	100,0%
8	Djibouti	7,3	0,0	7,3	100,0%
9	Érythrée	21,2	0,0	21,2	100,0%
10	Gambie	9,4	8,0	1,4	14,9%
11	Guinée	27,9	25,8	2,2	7,7%
12	Guinée-Bissau	7,1	5,8	1,3	18,3%
13	Libéria	9,4	3,0	6,4	68,1%
14	Niger	59,3	16,0	43,3	73,0%
15	Rwanda	58,0	25,0	33,0	56,9%
16	Sao Tome & Principe	4,5	4,0	0,5	11,1%
17	Sierra Leone	35,1	29,7	5,4	15,4%
18	Somalie	5,3	0,0	5,3	100,0%
19	Soudan	48,1	0,0	48,1	100,0%
20	Togo	10,3	2,2	8,1	78,6%

**ANNEXE IV: Répartition des approbations de dons au titre du FAD-X par feu
de signalisation pour la période 2005-2006**
(en millions d'UC, sauf indication contraire)

Feu de signalisation	Don autonome		Autre don		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
VERT	158,88	19,63%	32,80	33,70%	191,68	21,1%
ORANGE	189,40	23,40%	-	0,00%	198,40	20,9%
ROUGE	300,79	37,16%	-	0,00%	300,79	33,2%
AUTRE (MULTINATIONAL)	160,38	19,81%	64,54	66,30%	224,92	24,8%
Total Dons	808,45	100,0%	97,34	100,0%	906,80	100,0%

Annexe V

Remboursements abandonnés du fait des financements accrus de dons au titre du FAD-IX et du FAD-X
en millions d'UC (termes nominaux)

	FAD-IX	FAD-X	Total
Remboursements du principal	319.9	810	1127.9
Remboursements d'intérêt	74.4	189.7	264.1
Total	392.3	999.7	1392.0

Financements accrus de dons au titre du FAD-IX et FAD-X : Manque à gagner sur le principal

Période	FAD-XII	FAD-XIII	FAD-XIV	FAD-XV	FAD-XVI	FAD-XVII	FAD-XVIII	FAD-XIX	FAD-XX	FAD-XXI	FAD-XXII	FAD-XXIII	FAD-XXIV	FAD-XXV	FAD-XXVI	FAD-XXVII	Total
FAD-IX	1.3	8.6	9.5	9.7	22.7	28.6	28.6	28.6	28.6	28.6	28.6	28.6	28.6	28.3	8.9		317.9
FAD-X		3.2	21.9	24.3	24.8	57.8	72.9	72.9	72.9	72.9	72.9	72.9	72.9	72.9	72.1	22.7	810
Total	1.3	11.8	31.4	34.0	47.5	86.4	101.5	101.5	101.5	101.5	101.5	101.5	101.5	101.2	81.0	22.7	1127.9

Part des dons

FAD-IX	19,7%
FAD-X (présumé)	30,0%

Classement FAD de surendettement en 2006 par EPIP & seuils CSD avec ADS prospective - Système des feux de signalisation

Classement pays		EPIP 2005	PNB par hab. (US\$)	VAN/PIB	VAN/EXP	SD/EXP	Classement de surendettement		Classement de surendettement pays	Classement de surendettement pays (feux de signalisation)			Feux de signalisation final
							VAN moy.	SD/EXP		BAD*	IDA**	ASD pros.***	
Politique forte: EPIP >= 3,75				50	200	25							
1	Cap-Vert	4.21	1770	33	127	10	1	1	1	Vert	Vert		Vert
2	Sénégal	4.01	670	19	79	17	1	1	1	Vert	Vert		Vert
3	Tanzanie	3.93	330	21	132	6	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
4	Ouganda	3.88	270	30	250	12	2	1	2	Orange	Jaune	Vert	Vert
5	Ghana	3.83	380	28	78	7	1	1	1	Vert	Vert		Vert
6	Burkina Faso	3.77	360	19	234	15	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
Politique moyenne: 3,25 < EPIP < 3,75				40	150	20							
1	Mali	3.74	360	27	108	8	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
2	Kenya	3.73	460	28	119	9	1	1	1	Vert	Vert		Vert
3	Bénin	3.72	530	20	171	13	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
4	Lesotho	3.66	740	41	106	10	1	1	1	Vert	Vert	Orange	Orange
5	Rwanda	3.58	220	14	168	16	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
6	Mozambique	3.58	250	15	56	4	1	1	1	Vert	Vert		Vert
7	Niger	3.48	230	22	157	10	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
8	Zambie	3.48	450	28	110	27	3	3	3	Rouge	Rouge	Vert	Vert
9	Ethiopie	3.46	110	26	171	8	1	1	1	Vert	Vert	Orange	Orange
10	Madagascar	3.46	300	41	162	7	2	1	2	Orange	Orange	Vert	Vert
11	Cameroun	3.45	800	16	72	17	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
12	Mauritanie	3.4	420	60	215	14	3	1	3	Rouge	Rouge	Vert	Vert
13	Djibouti	3.32	1030	44	102	6	1	1	1	Vert	Rouge		Rouge
14	Gambie	3.29	290	94	221	19	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
15	Malawi	3.26	170	60	213	12	3	1	3	Rouge	Rouge	Orange	Orange
Politique faible: EPIP < 3,75				30	100	15							
1	Guinée	3.13	460	45	198	21	3	3	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
2	Burundi	3.11	90	14	184	176	3	3	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
3	Sao Tome & Principe	3.05	370	162	452	43	3	3	3	Rouge	Rouge		Rouge
4	Sierra Leone	3.03	200	33	182	14	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
5	Tchad	3.01	260	18	75	4	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
6	Congo, Rép. Du	2.88	770	205	295	11	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
7	Congo, RDC	2.83	120	31	130	8	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
8	Guinée-Bissau	2.83	160	269	1001	60	3	3	3	Rouge	Rouge		Rouge
9	Angola	2.73	1030	43	81	19	3	3	3	Rouge	Rouge	Orange	Orange
10	Soudan	2.62	530	129	899	11	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
11	Togo	2.59	380	69	191	3	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
12	Côte d'Ivoire	2.58	770	76	180	6	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
13	Erythrée	2.54	180	44	422	20	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
14	Libéria	2.54	110	681	2887	1	3	1	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
15	République centrafricaine	2.47	310	66	588	12	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
16	Comores	2.42	530	59	422	6	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
17	Somalie	1	90	Rouge	Rouge		Rouge
Pays mixtes													
1	Nigeria	3.18	350	69	152	7	3	1	3	Rouge			Vert
2	Zimbabwe	1.9	480	56	250	3	2	1	2	Orange			Vert

Notes:

(*)	Classement de surendettement en fonction des seuils mécaniques du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) contre les indicateurs du fardeau de la dette
(**)	Classements IDA prêts/dons sur la base des données prospectives des ASD réalisées sur le terrain par le FMI et l'IDA
ASD prosp.	Analyse prospective de soutenabilité de la dette
VAN/PIB	VAN du ratio dette externe/PIB
NPV/EXP	VAN du ratio dette externe/exportations
SD/EXP	Ratio service de la dette/exportations
Moyenne	Moyenne de la VAN de la dette/PIB et VAN de la dette/exportations
Rouge	Classement du surendettement par CSD correspondant à 100% de dons et aucun prêt
Orange	Classement du surendettement par CSD correspondant à une proportion de 50% de dons et 50% de prêts
Vert	Classement du surendettement par CSD correspondant à 100% de prêts et aucun don